

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1971-1972

Annexe au procès-verbal de la séance du 22 juin 1972.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale (1), sur la proposition de loi, MODIFIÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE APRÈS DÉCLARATION D'URGENCE, relative aux sociétés coopératives de commerçants détaillants,

Par M. Jacques PIOT,

Sénateur.

Mesdames, Messieurs,

Contrairement au projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants, auquel elle est étroitement liée, la proposition de loi relative aux coopératives de commerçants détaillants n'a subi à l'Assemblée Nationale que des modifications mineures par rapport au texte adopté en première lecture par le Sénat. Ces modifications, sans lien entre elles, ne peuvent être examinées qu'article par article. Votre commission vous propose de les adopter toutes, à l'exception d'une seule.

(1) Cette commission est composée de : MM. Léon Jozeau-Marigné, président ; Marcel Champeix, Baudouin de Hauteclocque, Jacques Piot, Jean Sauvage, vice-présidents ; Pierre de Félice, Léopold Heder, Louis Namy, Jacques Rosselli, secrétaires ; Jean Bénard Mousseaux, Pierre Bourda, Philippe de Bourgoing, Robert Bruyneel, Pierre Carous, Etienne Dailly, Emile Dubois, Jacques Eberhard, André Fosset, Henri Fréville, Pierre Garet, Jacques Genton, Jean Geoffroy, Paul Guillard, Pierre Jourdan, Edouard Le Bellegou, Pierre Mailhe, Pierre Marilhac, Pierre-René Mathey, André Mignot, Lucien de Montigny, Gabriel Montpied, Jean Nayrou, Marcel Nuninger, Guy Petit, Pierre Schiélé, Jacques Soufflet, Bernard Talon, Fernand Verdeille.

Voir les numéros :

Sénat : 1^{re} lecture, 145, 230 et in-8° 98 (1971-1972) ;

2^e lecture, 291 (1971-1972).

Assemblée Nationale (4^e législ.) : 2393, 2431 et in-8° 618.

Commerce de détail. — Magasins collectifs de commerçants indépendants - Groupements d'intérêts économiques - Sociétés anonymes à capital variable - Sociétés civiles - Sociétés coopératives de commerçants détaillants.

EXAMEN DES ARTICLES

Articles premier à 4.

Adoptés conformes par les deux Assemblées.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

Art. 4.

Toute personne physique ou morale exerçant le commerce de détail et immatriculée à ce titre au registre du commerce peut être membre des coopératives de commerçants de détail qui exercent les activités prévues à l'article premier. Il en est de même des artisans immatriculés au répertoire des métiers. Les coopératives régies par la présente loi peuvent admettre en qualité d'associés des personnes physiques ou morales intéressées par leur activité et compétentes pour en connaître.

Les sociétés coopératives de commerçants de détail qui exercent les activités visées au b de l'article premier peuvent, en outre, admettre en qualité d'associé toute personne visée à l'article premier de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Art. 4.

Toute personne...

... premier. Il en est de même des *entreprises* immatriculées à la fois au répertoire des métiers et au registre du commerce. Les coopératives régies...

... pour en connaître.

Alinéa conforme.

Propositions de la commission.

Art. 4.

Conforme.

Observations. — L'amendement adopté par l'Assemblée Nationale a pour objet de ne viser les artisans que lorsqu'ils sont à la fois inscrits au registre du commerce et immatriculés au registre des métiers. Tel est le cas, en effet, de ceux qui, comme les coiffeurs, joignent à leur activité artisanale la vente de certains produits ; or, seuls ceux-ci ont un motif d'adhérer à une coopérative d'achat.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

Art. 5.

Les sociétés régies par la présente loi peuvent constituer entre elles des unions ayant les mêmes objets que ceux définis à l'article premier ci-dessus.

Ces unions doivent se conformer, pour leur constitution et leur fonctionnement, aux mêmes règles que lesdites sociétés. L'article 9, deuxième alinéa, de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération leur est applicable.

Les unions de sociétés coopératives de commerçants de détail ne peuvent comprendre que des sociétés coopératives de commerçants de détail ou leurs associés. Les commerçants détaillants dont la coopérative est affiliée à une union peuvent bénéficier de cette union.

Les sociétés coopératives de commerçants de détail et leurs unions peuvent constituer des unions mixtes avec d'autres sociétés coopératives et leurs unions.

Par dérogation à l'article 73 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, le nombre des associés d'une union régie par le présent article peut être inférieur à sept.

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Art. 5.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Un décret précisera les conditions dans lesquelles les coopératives de commerçants détaillants ou leurs unions pourront organiser périodiquement le contrôle de leur comptabilité financière et analytique.

Propositions de la commission.

Art. 5.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa supprimé.

Observations. — L'Assemblée Nationale a complété cet article par un alinéa permettant la création d'un organisme de contrôle comptable des coopératives de commerçants détaillants.

Cette disposition, sous la forme où elle a été votée par l'Assemblée Nationale, paraît inutile puisque, en tant que sociétés anonymes, ces coopératives ont déjà des commissaires aux comptes. C'est pourquoi votre commission vous en demande la suppression.

Article 6.

Adopté conforme par les deux Assemblées.

Texte adopté par le Sénat
en première lecture.

Art. 7.

Les administrateurs ou les membres du directoire et du conseil de surveillance sont des personnes physiques ayant soit la qualité d'associé, à titre personnel, soit la qualité de président du conseil d'administration ou de membre du directoire d'une société ayant elle-même la qualité d'associé.

Les fonctions des membres du conseil d'administration ou des membres du conseil de surveillance sont gratuites et n'ouvrent droit qu'au remboursement, sur justification, des frais, ainsi que, le cas échéant, au paiement d'une indemnité compensatrice du temps et du travail consacrés à l'administration de la coopérative.

Le président du conseil d'administration ou les membres du directoire ne peuvent être rémunérés au prorata des opérations effectuées ou des excédents réalisés que si ce mode de rémunération est prévu aux statuts. Ceux-ci précisent l'instance habilitée à fixer pour une durée n'excédant pas cinq années le maximum de rétributions annuelles.

Les décisions prises pour l'exécution de l'alinéa précédent sont ratifiées par l'assemblée générale annuelle qui suit la date à laquelle elles sont intervenues.

Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.

Art. 7.

Les administrateurs...

... du conseil d'administration,
de membre du directoire ou de gé-
rant d'une société... ... qualité
d'associé.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Propositions de la commission.

Art. 7.

Conforme.

Observations. — L'amendement adopté par l'Assemblée Nationale n'a pour objet que de réparer une omission.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

Art. 8.

Chaque associé dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Toutefois, si la coopérative exerce les activités prévues au b) de l'article premier il peut être dérogé à cette disposition dans les conditions prévues par l'article 3 bis de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Art. 8.

Alinéa conforme.

Alinéa supprimé.

Propositions de la commission.

Art. 8.

Conforme.

Observations. — La suppression du deuxième alinéa de cet article est la conséquence de celle de l'article 3 bis du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants, auquel cet alinéa faisait référence.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

Art. 9.

L'assemblée générale délibère valablement lorsque le tiers des associés existants à la date de la convention sont présents ou représentés.

Toutefois, les assemblées convoquées en vue de modifier les statuts ne délibèrent valablement que si la moitié au moins des associés existants à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Les associés qui ont exprimé leur suffrage par correspondance, quand les statuts les y autorisent, comptent pour la détermination du quorum.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance par une insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents ou représentés.

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Art. 9.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Alinéa conforme.

Lorsque le quorum...

... son siège. Cette convocation, adressée dans un délai de cinq mois, reproduit...

... représentés.

Propositions de la commission.

Art. 9.

Conforme.

Observations. — L'amendement adopté par l'Assemblée Nationale a pour objet d'impartir un délai pour la seconde convocation de l'assemblée générale, lorsqu'une première réunion n'a pu avoir lieu faute de quorum.

Texte adopté par le Sénat en première lecture.	Texte adopté par l'Assemblée Nationale.	Propositions de la commission.
Art. 10.	Art. 10.	Art. 10.
Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Toutefois, une majorité des deux tiers des suffrages exprimés est requise pour toute modification aux statuts.	Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Toutefois, une majorité des deux tiers des <i>associés présents ou représentés</i> est requise pour toute modification aux statuts. <i>Si la coopérative exerce les activités prévues au b) de l'article premier, il est dérogé à cette disposition dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.</i>	Conforme.

Observations. — Le deuxième alinéa ajouté par l'Assemblée Nationale n'a qu'un but de coordination avec les dispositions qu'elle a adoptées à l'article 8 du projet de loi relatif aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

Articles 11 à 14.

Adoptés conformes par les deux Assemblées.

Texte adopté par le Sénat en première lecture.	Texte adopté par l'Assemblée Nationale.	Propositions de la commission.
Art. 15.	Art. 15.	Art. 15.
Les sociétés coopératives constituées conformément à la présente loi peuvent obtenir, pour leurs opérations de crédit, l'aval de la Caisse centrale de crédit coopératif et peuvent recevoir des prêts de cette caisse.	Alinéa supprimé.	Conforme.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Propositions de la commission.

La Caisse centrale de crédit coopératif est autorisée à effectuer toutes opérations financières en faveur de ces sociétés, notamment à mettre à leur disposition les fonds qui lui seraient spécialement attribués ou qu'elle pourrait se procurer sous forme d'emprunts et par le rées-compte d'effets souscrits, à se porter caution pour garantir leurs emprunts, à recevoir et à gérer leurs dépôts de fonds.

La Caisse centrale de crédit coopératif est autorisée à effectuer toutes opérations financières en faveur des sociétés constituées conformément à la présente loi, notamment à mettre à leur disposition les fonds qui lui seront spécialement attribués ou qu'elle pourrait se procurer sous forme d'emprunts ou par le rées-compte des effets souscrits, à donner son aval ou à se porter caution pour garantir leurs emprunts, à recevoir et à gérer leurs dépôts de fonds.

Observations. — L'amendement adopté à cet article par l'Assemblée Nationale n'a pour objet que d'en améliorer la rédaction.

Article 16.

Adopté conforme par les deux Assemblées.

**Texte adopté par le Sénat
en première lecture.**

**Texte adopté
par l'Assemblée Nationale.**

Propositions de la commission.

Art. 16 bis (nouveau).

Art. 16 bis.

Tout groupement de commerçants détaillants établi en vue de l'exercice d'une ou plusieurs des activités visées à l'article 1^{er}, alinéas a), c) et d) de la présente loi doit, s'il n'a pas adopté la forme de société coopérative de commerçants détaillants régie par la présente loi, être constitué sous la forme de société anonyme à capital fixe ou variable.

Conforme.

Sera punie d'une amende de deux mille à cinquante mille francs toute personne qui aura constitué un groupement de commerçants détaillants en contravention des dispositions de l'alinéa précédent.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la cessation des opérations de l'organisme en cause et, s'il y a lieu, la confiscation des marchandises achetées et la fermeture des locaux utilisés.

Observations. — L'article 16 bis adopté par l'Assemblée Nationale sur la proposition du Gouvernement a pour objet de reprendre une disposition du décret n° 53-967 du 30 septembre 1953, obligeant les groupements d'achat de commerçants à revêtir la forme de sociétés anonymes.

Cette disposition, dont la violation est sanctionnée par une peine d'amende, a pour but d'empêcher certains abus résultant de la constitution de groupements d'achat éphémères, sans capital et sans organisation juridique et administrative, qui disparaissent sans payer leurs fournisseurs.

Texte adopté par le Sénat en première lecture.	Texte adopté par l'Assemblée Nationale.	Propositions de la commission.
Art. 17.	Art. 17.	Art. 17.
La loi n° 49-1070 du 2 août 1949 est abrogée.	La loi n° 49-1070 du 2 août 1949 et le décret n° 53-967 du 30 septembre 1953 modifiant et complétant la loi du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut sont abrogés.	Conforme.
Les sociétés coopératives d'achat en commun de commerçants détaillants et leurs unions constituées sous l'empire de la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 sont considérées comme satisfaisant aux prescriptions de la présente loi sans qu'il soit nécessaire qu'elles modifient leurs statuts.	Les sociétés coopératives d'achat en commun de commerçants détaillants et leurs unions constituées sous l'empire de la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 sont considérées comme satisfaisant aux prescriptions de la présente loi sans qu'il soit nécessaire qu'elles modifient leurs statuts.	
Toutefois, les sociétés bénéficiaires des dispositions de l'alinéa précédent doivent procéder à la mise en conformité de leurs statuts à l'occasion de toute modification ultérieure desdits statuts.	Toutefois, les sociétés bénéficiaires des dispositions de l'alinéa précédent doivent procéder à la mise en conformité de leurs statuts à l'occasion de toute modification ultérieure desdits statuts.	

Observations. — L'amendement apporté par l'Assemblée Nationale à l'article 17 n'a qu'un but de coordination : les dispositions du décret n° 53-967 du 30 septembre 1953 étant incorporées dans la présente proposition de loi, à l'article 16 bis, il convient d'abroger ce décret.

*
* *

Sous le bénéfice de ces observations, et sous réserve de l'amendement qu'elle vous propose, votre commission vous demande d'adopter la présente proposition de loi, modifiée par l'Assemblée Nationale.

AMENDEMENT PRESENTE PAR LA COMMISSION

Art. 5.

Amendement : Supprimer le dernier alinéa de cet article.

PROPOSITION DE LOI

(Texte adopté par l'Assemblée Nationale [1].)

Article premier.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les sociétés coopératives de commerçants détaillants ont pour objet d'améliorer, par l'effort commun de leurs associés, les conditions dans lesquelles ceux-ci exercent leur profession commerciale. A cet effet, elles peuvent exercer pour le compte de leurs associés les activités suivantes :

a) Fournir en totalité ou en partie à leurs associés les marchandises, denrées ou services, l'équipement et le matériel nécessaire à l'exercice de leur commerce, notamment par la constitution et l'entretien de tout stock de marchandises, la construction, l'acquisition ou la location ainsi que la gestion de magasins et entrepôts particuliers, l'accomplissement dans leurs établissements ou dans ceux de leurs associés de toutes opérations, transformations et modernisation utiles ;

b) Regrouper dans une même enceinte les commerces appartenant à leurs associés, créer et gérer tous services communs à l'exploitation de ces commerces, construire, acquérir ou louer les immeubles nécessaires à leur activité ou à celle des associés, et en assurer la gestion, le tout dans les conditions prévues par la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants ;

c) Dans le cadre des dispositions législatives concernant les activités financières, faciliter l'accès des associés et de leur clientèle aux divers moyens de financement et de crédit ;

c) Exercer les activités complémentaires à celles énoncées ci-dessus, et notamment fournir à leurs associés une assistance en matière de gestion technique, financière et comptable.

Art. 2.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les sociétés coopératives de commerçants de détail ne peuvent admettre de tiers non associés à bénéficier de leurs services.

Toutefois, les sociétés coopératives de pharmaciens d'officine ne peuvent refuser leurs services en cas d'urgence, aux pharmaciens d'officine non associés et à tous les établissements publics ou privés où sont traités les malades, lorsque ces établissements sont régulièrement propriétaires d'une officine.

(1) Les articles pour lesquels l'Assemblée Nationale et le Sénat sont parvenus à un texte identique figurent dans le dispositif en petits caractères ; ils ne sont rappelés que pour mémoire et ne peuvent plus être remis en cause (art. 42 du Règlement).

Art. 3.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les sociétés coopératives de commerçants de détail sont des sociétés anonymes à capital variable constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867. Elles sont régies par les dispositions de la présente loi et par celles non contraires de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 concernant la constitution des réserves légales leur sont applicables.

Peuvent être seules considérées comme sociétés coopératives de commerçants de détail ou unions de ces sociétés, et sont seules autorisées à prendre ce titre et à l'adjoindre à leur dénomination, les sociétés et unions constituées dans le but d'effectuer les opérations visées à l'article premier et qui se conforment, pour leur constitution et leur fonctionnement, aux prescriptions de la présente loi.

Art. 4.

Toute personne physique ou morale exerçant le commerce de détail et immatriculée à ce titre au registre du commerce peut être membre des coopératives de commerçants de détail qui exercent les activités prévues à l'article premier. Il en est de même des entreprises immatriculées à la fois au répertoire des métiers et au registre du commerce. Les coopératives régies par la présente loi peuvent admettre en qualité d'associés des personnes physiques ou morales intéressées par leur activité et compétentes pour en connaître.

Les sociétés coopératives de commerçants de détail qui exercent les activités visées au b) de l'article premier peuvent, en outre, admettre en qualité d'associé toute personne visée à l'article premier de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

Art. 5.

Les sociétés régies par la présente loi peuvent constituer entre elles des unions ayant les mêmes objets que ceux définis à l'article premier ci-dessus.

Ces unions doivent se conformer, pour leur constitution et leur fonctionnement, aux mêmes règles que lesdites sociétés. L'article 9, deuxième alinéa, de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération leur est applicable.

Les unions de sociétés coopératives de commerçants de détail ne peuvent comprendre que des sociétés coopératives de commerçants de détail ou leurs associés. Les commerçants détaillants dont la coopérative est affiliée à une union peuvent bénéficier directement des services de cette union.

Les sociétés coopératives de commerçants de détail et leurs unions peuvent constituer des unions mixtes avec d'autres sociétés coopératives et leurs unions.

Par dérogation à l'article 73 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, le nombre des associés d'une union régie par le présent article peut être inférieur à sept.

Un décret précisera les conditions dans lesquelles les coopératives de commerçants détaillants ou leurs unions pourront organiser périodiquement le contrôle de leur comptabilité financière et analytique.

Art. 6.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les parts sociales représentatives du capital des sociétés coopératives de commerçants de détail sont exclusivement nominatives. Elles doivent être libérées du quart lors de leur souscription et être intégralement libérées à l'expiration d'un délai de cinq ans, à compter de leur souscription.

Leur valeur nominale doit être uniforme et ne peut être inférieure à 100 F. Ce montant peut être modifié par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, après avis du Conseil supérieur de la coopération. Dans ce cas, le nouveau chiffre ne s'applique qu'aux sociétés constituées postérieurement à la publication de l'arrêté qui l'a fixé.

Art. 7.

Les administrateurs ou les membres du directoire et du conseil de surveillance sont des personnes physiques ayant soit la qualité d'associé, à titre personnel, soit la qualité de président du conseil d'administration, de membre du directoire ou de gérant d'une société ayant elle-même la qualité d'associé.

Les fonctions des membres du conseil d'administration ou des membres du conseil de surveillance sont gratuites et n'ouvrent droit qu'au remboursement, sur justification, des frais, ainsi que, le cas échéant, au paiement d'une indemnité compensatrice du temps et du travail consacrés à l'administration de la coopérative.

Le président du conseil d'administration ou les membres du directoire ne peuvent être rémunérés au prorata des opérations effectuées ou des excédents réalisés que si ce mode de rémunération est prévu aux statuts. Ceux-ci précisent l'instance habilitée à fixer pour une durée n'excédant pas cinq années le maximum de rétributions annuelles.

Les décisions prises pour l'exécution de l'alinéa précédent sont ratifiées par l'assemblée générale annuelle qui suit la date à laquelle elles sont intervenues.

Art. 8.

Chaque associé dispose d'une voix à l'assemblée générale.

Art. 9.

L'assemblée générale délibère valablement lorsque le tiers des associés existants à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Toutefois, les assemblées convoquées en vue de modifier les statuts ne délibèrent valablement que si la moitié au moins des associés existants à la date de la convocation sont présents ou représentés.

Les associés qui ont exprimé leur suffrage par correspondance, quand les statuts les y autorisent, comptent pour la détermination du quorum.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance par une insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation, adressée dans un délai de cinq mois, reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents ou représentés.

Art. 10.

Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Toutefois, une majorité des deux tiers des associés inscrits ou représentés est requise pour toute modification aux statuts.

Si la coopérative exerce les activités prévues au b) de l'article premier, il est dérogé à cette disposition dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

Art. 11.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

L'exclusion d'un associé peut être prononcée, selon le cas, par le conseil d'administration ou par le conseil de surveillance, l'intéressé étant dûment entendu.

Tout associé frappé d'une mesure d'exclusion a la possibilité de faire appel de cette décision devant l'assemblée générale qui statue sur son recours lors de la première réunion ordinaire qui suit la notification de l'exclusion. Celle-ci prend effet au jour de la notification de son acceptation par l'assemblée générale.

Toutefois, le conseil d'administration ou le conseil de surveillance, selon le cas, peut, lorsque l'intérêt de la société l'exige, suspendre l'exercice des droits que l'associé exclu tient à de sa qualité de coopérateur jusqu'à notification à ce dernier de la décision de l'assemblée générale, sans que la durée de cette suspension puisse excéder une année.

Si la décision tendant à exclure un associé n'est pas justifiée par un motif sérieux et légitime, le tribunal, saisi dans le délai d'un mois à compter de la notification du rejet du recours de l'associé par l'assemblée générale, peut, soit réintégrer l'associé indûment exclu, soit lui allouer des dommages-intérêts, soit prononcer l'une et l'autre de ces mesures.

Lorsque la coopérative exerce les activités prévues au b de l'article 1^{er}, les dispositions du présent article ne sont pas applicables. Il est fait application des articles 14 et 15 de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

Art. 12.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

L'associé qui se retire ou qui est exclu de la coopérative a droit au remboursement de ses parts sous déduction, s'il y a lieu, de la quote-part lui incombant dans les pertes de la coopérative au jour de son départ. S'il s'agit d'une coopérative exerçant les activités prévues au b de l'article 1^{er}, ce remboursement s'effectue, par dérogation à l'article 18 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, dans les conditions prévues par les articles 16 et 17 de la loi n° du relative aux magasins collectifs de commerçants indépendants.

Il reste cependant tenu pendant cinq années à compter du jour où il a définitivement perdu la qualité d'associé, tant envers la coopérative qu'à l'égard des tiers, de toutes les obligations existant à la clôture de l'exercice au cours duquel il a quitté la coopérative. Le conseil d'administration ou le conseil de surveillance, selon le cas, peut, pendant cinq ans au plus, conserver tout ou partie des sommes dues à l'ancien associé, en application de l'alinéa précédent, dans la limite du montant nécessaire à la garantie des obligations dont il est tenu en application du présent alinéa, et à moins que l'intéressé ne fournisse des sûretés suffisantes.

Art. 13.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

Les statuts peuvent prévoir que la coopérative pourra constituer, grâce au versement par les associés de cotisations dont ils fixent le taux, un fonds mutuel de garantie destiné, en cas de cessation de paiement, à garantir les engagements que les associés ont contractés à l'égard de la coopérative. Le versement de cotisations peut être remplacé ou complété par un prélèvement sur les ristournes ou trop-perçus dus aux coopérateurs en fin d'exercice. Les conditions d'organisation et de gestion du fonds seront déterminées par décret.

Art. 14.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

L'assemblée générale ordinaire peut, en statuant aux conditions de quorum et de majorité de l'assemblée générale extraordinaire, transformer en parts sociales tout ou partie des ristournes distribuables aux coopérateurs au titre de l'exercice écoulé.

Les droits de chaque coopérateur dans l'attribution des parts résultant de cette augmentation de capital sont identiques à ceux qu'il aurait eus dans la distribution des ristournes.

Art. 15.

La Caisse centrale de crédit coopératif est autorisée à effectuer toutes opérations financières en faveur des sociétés constituées conformément à la présente loi, notamment à mettre à leur disposition les fonds qui lui seront spécialement attribués ou qu'elle pourrait se procurer sous forme d'emprunts ou par le réescompte des effets souscrits, à donner son aval ou à se porter caution pour garantir leurs emprunts, à recevoir et à gérer leurs dépôts de fonds.

Art. 16.

(Adopté conforme par les deux Assemblées.)

En cas de dissolution d'une société coopérative ou d'une union régie par la présente loi et sous réserve des dispositions des alinéas suivants du présent article, l'excédent net de l'actif sur le capital est dévolu soit à d'autres sociétés coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Toutefois, une société coopérative ou une union peut être autorisée par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, pris après avis du Conseil supérieur de la coopération, à répartir l'excédent net de l'actif à ses associés. Cette répartition ne peut comprendre la part de l'excédent net d'actif qui résulte de l'aide accordée directement ou indirectement à la société ou à l'union par l'Etat ou par une collectivité publique. Cette part doit être reversée dans les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation.

La répartition entre les associés de l'excédent net d'actif est de plein droit lorsque la société coopérative exerce les activités visées au b de l'article premier.

Art. 16 *bis* (nouveau).

Tout groupement de commerçants détaillants établi en vue de l'exercice d'une ou plusieurs des activités visées à l'article 1^{er}, alinéas *a*, *c* et *d* de la présente loi doit, s'il n'a pas adopté la forme de société coopérative de commerçants détaillants régie par la présente loi, être constitué sous la forme de société anonyme à capital fixe ou variable.

Sera punie d'une amende de 2.000 à 50.000 francs toute personne qui aura constitué un groupement de commerçants détaillants en contravention des dispositions de l'alinéa précédent.

Le tribunal pourra en outre ordonner la cessation des opérations de l'organisme en cause et, s'il y a lieu, la confiscation des marchandises achetées et la fermeture des locaux utilisés.

Art. 17.

La loi n° 49-1070 du 2 août 1949 et le décret n° 53-967 du 30 septembre 1953 modifiant et complétant la loi du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut sont abrogés.

Les sociétés coopératives d'achat en commun de commerçants détaillants et leurs unions constituées sous l'empire de la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 sont considérées comme satisfaisant aux prescriptions de la présente loi sans qu'il soit nécessaire qu'elles modifient leurs statuts.

Toutefois, les sociétés bénéficiaires des dispositions de l'alinéa précédent doivent procéder à la mise en conformité de leurs statuts à l'occasion de toute modification ultérieure desdits statuts.